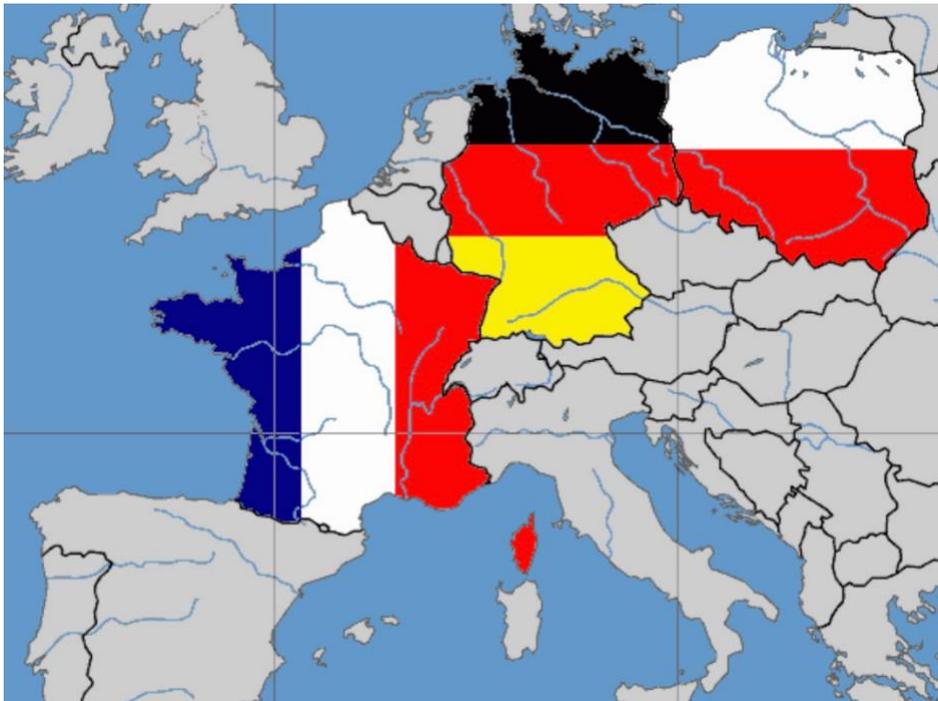


Rapport

LE TRIANGLE DE WEIMAR À L'ÉPREUVE DES CRISES - **RENFORCER LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ, DE DÉFENSE ET D'ÉNERGIE**

Séminaire tripartite France-Allemagne-Pologne
Document d'introduction au séminaire des 10 & 11 décembre 2024, à Paris.



Juin 2024

INTRODUCTION

La multiplication des tensions internationales depuis l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022 a marqué les esprits européens, désormais conscients de la nécessité de renforcer leurs défenses face à des menaces aux multiples facettes toujours plus importantes. Les pays du Triangle de Weimar – France, Allemagne et Pologne – ont convergé vers les mêmes enjeux sécuritaires, malgré des différences de point de vue sur certains concepts. Le 28 mars 2023, Synopia, en partenariat avec la Fondation allemande Genshagen, le GICAT et le GIFAS, organisait un séminaire de réflexion tripartite à Paris, auquel ont participé des personnalités françaises, allemandes et polonaises : représentants politiques, industriels, think tanks et société civile.

Fort de cette première expérience, Synopia organise en 2024 un nouveau séminaire autour de la question suivante : comment approfondir nos coopérations et repenser nos complémentarités en matière industrielle, militaire et sécuritaire, afin de faire du Triangle de Weimar un véritable atout et une force pour l'Europe ? Une réunion préparatoire s'est tenue le 20 mars 2024 à la Maison de l'Europe, en présence d'une trentaine de personnalités françaises, allemandes et polonaises. Lors de cette réunion, plusieurs enjeux ont été soulevés, notamment autour de la nécessité de protéger et consolider nos infrastructures et politiques énergétiques en raison du contexte international et sur la possibilité d'une institutionnalisation du Triangle de Weimar. Un point qui n'avait pas été abordé en 2023.

Par ailleurs, l'évolution de la politique américaine ces dernières années et les récentes déclarations du candidat Donald Trump enjoignent les Européens à investir davantage dans leur défense et leur autonomie, à repenser et renforcer le pilier européen de l'OTAN, et à bâtir des partenariats industriels durables et compétitifs dans tous les secteurs d'intérêt stratégique.

Pour servir cette ambition, de nouvelles coopérations entre Européens doivent être encouragées. La compétition interne est bien sûr vertueuse, mais elle ne doit pas prendre le pas sur les objectifs communs. L'Allemagne, la France et la Pologne, peuvent devenir force de proposition pour agréger les dynamiques des États membres pour la réindustrialisation de l'Europe, sa sécurité et sa défense, et encourager les autres pays européens à les suivre dans cette voie.

SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS

ISSUES DU SÉMINAIRE DU 28 MARS 2023

À la suite du colloque du 28 mars 2023, plusieurs recommandations ont été formulées avec pour objectif de renforcer le format Triangle de Weimar, véritable espace de dialogue, toujours dans l'esprit de chacun et l'ouverture au compromis.

- 1) Organiser des rencontres entre les ministères concernés et les industriels de défense des trois pays afin de mettre en place une politique fiable, de long terme, concernant les achats industriels et les champs d'innovation, avec un cahier des charges précis.
- 2) Aller plus loin dans l'utilisation des instruments européens, notamment l'Agence européenne de Défense pour avancer dans la division *Capability, Armement & Technology* sur le développement capacitaire de la cyberdéfense ou les communications satellitaires.
- 3) S'accorder sur un cadre commun au Triangle de Weimar sur les domaines de préférence d'achat européen et international, afin d'harmoniser les conduites des dépenses militaires.
- 4) Lancer une étude tripartite approfondie concernant les programmes et projets développés en silo, sans interconnexion. Pour ce faire, une simplification des procédures et réglementations entre les pays, voire à l'échelle européenne à plus long terme, devrait être envisagée. L'objectif final serait de faciliter une certaine transversalité et interopérabilité des programmes nationaux.
- 5) Instituer des rencontres entre les états-majors et les représentants politiques des pays membres du Triangle de Weimar en amont des réunions/sommets de l'UE ou de l'OTAN, afin de s'accorder sur des positions communes autant que possible.
- 6) Multiplier les échanges de personnels militaires et administratifs des trois pays, afin d'encourager l'interculturalité et favoriser des transferts de compétences profitables à tous. Cela permettrait également d'augmenter l'interopérabilité entre les armées nationales.
- 7) Définir un modèle décisionnel entre les trois États du Triangle de Weimar pour les décisions concernant les achats de matériel, et identifier une définition consensuelle des concepts clés qui, aujourd'hui, restent sujets à des interprétations variées, comme l'autonomie stratégique ou la souveraineté européenne.

Le groupe de réflexion réunit à la maison de l'Europe à Paris en mars 2024 a étendu son champ de vision : la coopération dans les domaines politique et militaire est nécessaire, mais elle l'est également dans l'énergie et le domaine maritime (commerce, construction navale, infrastructures sous-marines...). Ainsi, plusieurs recommandations ont été émises dans le but d'étudier ces enjeux.

1) Atteindre une autonomie stratégique en respectant les contraintes budgétaires de chaque État, idéalement en convergeant les besoins militaires, en adoptant un calendrier opérationnel et un budget commun, en coopérant sur un plan technique et normatif, ainsi qu'en conservant une volonté politique stable.

Lors de la conférence de sécurité de Munich en février 2024, la Commission européenne a annoncé sa stratégie industrielle de défense, qui vise à promouvoir une meilleure interopérabilité. Le Triangle de Weimar se trouve actuellement engagé dans un défi majeur : apporter une assistance efficace à l'Ukraine, en proie à l'agression de l'armée russe. La situation est d'autant plus complexe que cette guerre a mis en lumière les lacunes et les besoins criants en matière d'armement et de munitions pour l'Ukraine mais aussi au niveau européen. On peut noter une évolution avec l'initiative de la République Tchèque sur l'achat conjoint de munitions, soutenue par la France, la Pologne et l'Allemagne. En réaction à la crise ukrainienne, l'approfondissement de la coopération européenne est primordial, motivée par la nécessité d'atteindre une autonomie stratégique, tout en respectant les contraintes budgétaires.

Les défis communs aux pays membres tels que la modernisation industrielle et la gestion des stocks, exigent une approche pragmatique et une préférence pour les fournisseurs européens. Malgré la volonté politique existante, les projets spécifiques, comme le MGCS¹, sont confrontés à des défis de coordination industrielle, exacerbés par les querelles entre acteurs. Une stratégie européenne cohérente est nécessaire pour débloquer des projets tels que le SCAF et le MGCS, tout en tenant compte du rôle indissociable de l'OTAN dans la défense européenne. Malgré les défis actuels, les succès passés ont démontré le potentiel des coopérations militaires, représentant une opportunité pour les PME et une nécessité dans un contexte de sécurité instable. D'autres entreprises fondent leur *business model* et leur succès sur une Europe industrielle. Thalès, MBDA, Safran et bien d'autres bénéficient de cette stature européenne, véritable socle de la conquête de marchés internationaux. Malgré quelques avancées, de nombreux défis doivent encore être relevés afin d'arriver à un Triangle de Weimar fonctionnel sur ces sujets.

2) Adopter une approche coopérative visant à sécuriser les voies maritimes européennes et les infrastructures critiques. Dans ce contexte, la Pologne en particulier pourrait bénéficier d'une coopération sécuritaire pour protéger ses côtes en mer Baltique.

Le secteur maritime revêt une importance capitale dans les défis contemporains de défense, comme en témoigne la récente mise en place par l'Union européenne de la mission Aspides, visant à protéger les navires marchands dans la mer Rouge face aux attaques perpétrées par les rebelles Houthis. Cette initiative intervient dans un contexte d'instabilité croissante dans la région, marquée par des incidents récurrents où les navires commerciaux sont la cible de drones et de missiles.

L'impact de ces attaques sur les pays européens est considérable, compte tenu du fait que près de 90 % du commerce extérieur de l'UE transite par la mer.

¹ *Main Ground Combat System* : système lancé en 2017 par l'Allemagne et la France dans le but de moderniser les chars de combat des deux armées.

Jusqu'à présent, l'Union européenne avait principalement axé ses efforts sur l'intégration de ses politiques maritimes, avec l'adoption de la Politique maritime intégrée en 2007, régulièrement révisée pour promouvoir le développement durable de l'économie maritime. En 2014, une Stratégie de sûreté maritime a été mise en place, accompagnée d'outils tels que le CISE (Common Information Sharing Environment) ou Eurosur, visant à améliorer l'échange d'informations pour renforcer la sécurité maritime.

La France et l'Allemagne, en tant que grandes puissances européennes, sont appelées à intensifier leur collaboration dans le domaine maritime. De son côté et face à l'agression persistante de la Russie en Ukraine, la Pologne pourrait également bénéficier d'une coopération sécuritaire maritime pour protéger ses côtes, notamment dans la région sensible de la mer Baltique. En effet, elle revêt une importance stratégique majeure, étant considérée comme le "lac de l'OTAN" où les forces de l'OTAN et de la Russie se confrontent régulièrement. Il est impératif d'adopter une posture claire vis-à-vis de la Russie dans cette région, tout en tenant compte des enjeux plus larges de sécurité maritime, notamment dans l'Arctique et la Mer Noire. L'adoption d'une approche concertée et coopérative est essentielle pour garantir la sécurité des voies maritimes européennes et des infrastructures critiques en mer, dans un contexte géopolitique complexe et qui évolue très vite.

3) Mettre en place un programme d'alerte et de réponse pour lutter contre la désinformation et la propagande russe en Europe, et pour contrer les menaces d'ingérences étrangères.

La coopération dans le domaine de la sécurité entre les membres du Triangle de Weimar a déjà été mise en place, notamment grâce à la signature de la Déclaration franco-polonaise sur la coopération en matière européenne en 2020, qui met l'accent sur la cybersécurité et la coopération industrielle.

Les directives NIS 1 (2016) et NIS 2 (2023) obligent les entreprises européennes classées comme importantes à mettre en place des mesures de gestion des risques liés à la cybersécurité. L'adoption de l'European Cybersecurity Act en 2019 a instauré un cadre commun pour la certification des processus de cybersécurité, renforçant le rôle de l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA). Cette agence est soutenue par les équipes d'interventions du cyberspace CERT-EU et le réseau EU-CyCLONe de réponse aux cybercrises par et pour les institutions de l'UE. L'ENISA coordonne ainsi la gestion du cyberspace au sein de l'UE.

Suite à la rencontre des ministres des Affaires étrangères de Weimar le 12 février 2024, les objectifs de coopération ont été précisés, et un programme d'alerte et de réponse doit être mis en place afin de lutter contre la désinformation et la propagande russe en Europe, et contrer les menaces d'ingérences étrangères, en particulier à l'approche des élections européennes.

4) Définir une stratégie commune pour la construction d'infrastructures énergétiques en Europe, en variant les sources d'énergie renouvelable. Ces sources sont combinables et permettent l'optimisation de l'achat de l'électricité.

La guerre en Ukraine a donné l'opportunité aux États européens d'accélérer leur transition vers des énergies décarbonées. En effet, le coût des énergies carbonées est estimé à 300 millions d'euros par jour en Europe. Une telle dépense justifie donc le besoin d'opérer une transition écologique pour réduire ce coût gigantesque. Cet enjeu pourtant stratégique manque d'une vraie coopération à l'échelle européenne, l'UE n'ayant mis en place qu'une politique énergétique faible.

D'autre part, depuis les années 1970, le monde est conscient du réchauffement climatique et de ses dangers. Une coopération mondiale est nécessaire pour atténuer ses effets. Les énergies fossiles sont une cause majeure du réchauffement climatique (depuis 2015, la hausse d'émissions mondiales de CO2 est de 7,2 %, causées à 88 % par l'utilisation des énergies fossiles), d'où la nécessité d'une transition énergétique rapide et efficace.

D'autant qu'une transition énergétique réussie peut renforcer la compétitivité industrielle de l'UE sur le marché mondial, en stimulant l'innovation, en réduisant les coûts de production et en assurant un approvisionnement stable en énergie. Selon un rapport de l'AFP, 86 % de la capacité renouvelable mise en service en France en 2022 avait un coût inférieur à celui de l'électricité produite en consommant des énergies fossiles. En investissant dans les énergies renouvelables et en promouvant l'efficacité énergétique, l'UE peut non seulement atteindre ses objectifs environnementaux, mais aussi renforcer sa position économique mondiale. Une politique énergétique cohérente et coordonnée au niveau européen peut stimuler la croissance économique, créer des emplois et assurer la sécurité énergétique à long terme. Chaque pays est libre de choisir la sienne en suivant ses propres variables (le prix de l'électricité est la plus commune). L'Allemagne est réticente à s'engager dans le nucléaire en raison des conséquences qu'a eu la catastrophe de Tchernobyl. Quant à la Pologne, une majeure partie de son infrastructure énergétique est tournée vers l'ex-URSS et il est nécessaire de l'améliorer, car elle est surtout basée sur le charbon.

5) Institutionnaliser le Triangle de Weimar à l'instar du Benelux ou du groupe de Visegrád, grâce à une présidence annuelle tournante, la nomination de plénipotentiaires auprès des ministères des Affaires étrangères, ou encore la remise d'un "prix Weimar" destiné à la société civile.

Bien que les réunions soient régulières, le format n'est pas véritablement institutionnalisé. La nature et la fréquence des rencontres sont encore largement tributaires du contexte géopolitique ainsi que de la personnalité des membres des gouvernements.

Afin de renforcer son institutionnalisation et pérenniser le format, il paraît essentiel de revenir à l'un des piliers de la construction européenne que constitue la solidarité citoyenne, notamment transfrontalière. Cette thématique constitue l'un des trois points abordés dans la déclaration issue de la réunion du 12 février 2024 à La Celle-Saint Cloud, et dont la feuille de route prévoit la mise en place d'un "Weimar des citoyens", d'un "Weimar de la jeunesse", d'un "Weimar de l'excellence" ainsi que d'un "Weimar de la culture".

En effet, si la coopération tend à bloquer par le haut, il est parfois judicieux d'en revenir à la coopération par le bas. D'autres initiatives d'ordre symbolique ou institutionnel ont été envisagées dans le même sens, comme la création d'une présidence annuelle tournante du Triangle, la nomination de plénipotentiaires du Triangle de Weimar auprès des ministères des Affaires étrangères des trois pays, ou encore la remise d'un "prix Weimar" en vue de la reconnaissance du rôle exercé auprès de la société civile. En outre, la mise en place de réunions entre les sous-secrétaires d'État aux affaires étrangères, préalables aux réunions aux niveaux supérieurs, a été proposée. Une autre initiative française importante est la création de l'Académie diplomatique et consulaire du quai d'Orsay, dont l'un des objectifs pourra consister à favoriser à la compréhension mutuelle avec nos partenaires européen, en particulier ceux avec lesquels nous cherchons à nouer des liens de coopération forts, comme la Pologne. Les initiatives de tous ordres visant à renforcer le format Weimar sont donc nombreuses, bien que les pays du Triangle aient des vues divergentes quant au degré d'institutionnalisation à envisager.

6) Intensifier le nombre de réunions à différents niveaux de la hiérarchie diplomatique afin de favoriser la compréhension mutuelle entre les membres du Triangle de Weimar.

Le format du Triangle de Weimar a connu un renouveau ces dernières années, propulsé notamment par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Par ailleurs, le changement d'orientation politique de la Pologne (avec la victoire aux législatives de Donald Tusk, résolument pro-européen) et sa position résolument défensive face aux agressions russes ont également permis de renforcer ses relations avec la France et l'Allemagne.

D'autre part, l'issue des élections américaines de novembre 2024 étant incertaine, l'Europe doit anticiper et penser les contours de sa relation transatlantique, quel qu'en soit le gagnant. Les pays du Triangle de Weimar en ont désormais tous conscience.

Ils s'accordent désormais sur une volonté commune de maintenir et renforcer ce format. Cependant, en dépit des hauts et des bas apparents que celui-ci a pu connaître, et d'une relative discrétion médiatique ces dernières années, les rencontres n'ont jamais cessé, bien au contraire, notamment au niveau des Secrétaires d'État aux Affaires étrangères, et ont donné lieu à la production régulière de déclarations et de rapports. Depuis février 2022, on assiste même à la multiplication des rencontres : sommet des chefs d'État et de gouvernement en juin 2023 pour réfléchir sur l'aide militaire à apporter à l'Ukraine ; réunion des ministres des Affaires étrangères le 12 février 2024 à La Celle-Saint Cloud ou encore, le 15 mars 2024, rencontre entre le Président Emmanuel Macron, le Chancelier Olaf Scholz et le Premier ministre Donald Tusk à Berlin.

7) Élargir le Triangle de Weimar à des États extérieurs sur le modèle du "V4+" du groupe de Visegrád. La modularité et l'évolutivité du format Weimar seront ses atouts pour s'adapter avec efficacité aux besoins de l'Europe et pour faire face collectivement aux menaces et aux crises.

Si le format Weimar reste pertinent en tant que tel, il ne faut pas s'arrêter là, mais également porter une vision au-delà du niveau tripartite pour envisager un Weimar +1, voire un Weimar +X en Europe. L'engagement européen vis-à-vis de l'Ukraine en constitue un premier exemple. Un axe hanséatique peut aussi être envisagé au niveau de la coopération cyber vis-à-vis des pays Baltes. Il faut imaginer un modèle coopératif original, flexible et complémentaire à d'autres comme celui du groupe de Visegrád, qui se distingue notamment par ses dynamiques de compétition interne.

CONCLUSION

La seconde édition du séminaire de réflexion sur le Triangle de Weimar aura lieu le 10 décembre après-midi et le 11 décembre matin à l'Hôtel de l'Industrie Nationale à Paris.

Alors que le Triangle de Weimar semble voué à un changement dans son fonctionnement comme dans sa politique, l'heure est à la réflexion. Quelles opportunités de coopération le Triangle pourrait-il apporter dans les secteurs militaires comme civils et comment cette alliance des trois pays peut-elle devenir un fer de lance européen dans ces domaines ? Les bouleversements politiques, diplomatiques et commerciaux que nous traversons nécessitent une unité dans les prises de décisions des membres du Triangle de Weimar, afin de faire front commun face aux différentes menaces.

En 2024, Synopia et la Fondation Genshagen souhaitent poursuivre ces échanges sur l'industrie, la défense et la sécurité autour de quatre axes très concrets :

- La coopération industrielle dans le domaine de l'Air et de l'Espace.
- La coopération dans le domaine maritime.
- La coopération dans le domaine de la cybersécurité et de la cybergéométrie.
- La coopération dans le domaine énergétique.

Avec une question centrale : comment approfondir nos coopérations et repenser nos complémentarités en matière industrielle, militaire et sécuritaire, afin de faire du Triangle de Weimar un véritable atout et une force pour l'Europe ?

Le séminaire réunira une cinquantaine de personnalités françaises, allemandes, et polonaises, et se déroulera en anglais.

NOTRE RAISON D'ÊTRE

« Au service de **l'intérêt général**, Synopia propose des idées et des solutions pour **améliorer la gouvernance** publique et privée, en France et en Europe, afin de répondre aux défis contemporains nationaux et internationaux, et **favoriser les transitions et la cohésion**. »

NOS FINALITÉS

TRANSFORMER LES
GOUVERNANCES



PUBLIQUES



PRIVÉES

&
FABRIQUER DE LA COHÉSION

NOS LEVIERS



INFLUENCER PAR LES IDÉES



TRANSFORMER PAR LES PROJETS



Retrouver Synopia sur sa chaîne YouTube

Directeur de la publication : Alexandre Malafaye
Comité éditorial : Jean-Claude Mailly, Jean-Marc Schaub, Joséphine Staron
Avec le soutien des étudiants de l'ISIT